



HAL
open science

SOCIÉTÉ ET COMMÉMORATION À BARCELONE A LA MI-XIX^e SIECLE

Stéphane Michonneau

► **To cite this version:**

Stéphane Michonneau. SOCIÉTÉ ET COMMÉMORATION À BARCELONE A LA MI-XIX^e SIECLE. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2000. hal-01674095

HAL Id: hal-01674095

<https://hal.science/hal-01674095v1>

Submitted on 1 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SOCIÉTÉ ET COMMÉMORATION À BARCELONE A LA MI-XIXe SIECLE.

Stéphane Michonneau

Av. Coll del Portell, 37, S. At.
08024 Barcelona - E
tel : 34 93 210 85 07

À partir des années 1860, une partie de la société catalane s'ordonne pour produire du souvenir collectif. Non seulement elle conforte une lecture propre et cohérente du passé de l'Espagne et de la Catalogne, mais elle s'efforce également d'en assurer l'efficacité sociale par la pratique du geste commémoratif. La politique de mémoire libéralo-provincialiste est née.

L'expression de *politique de mémoire* libéralo-provincialiste peut prêter à confusion : contre toute apparence, elle ne désigne pas un programme préconçu de manipulation consciente des mémoires individuelles, façonné par un Etat centralisé qui s'efforcerait d'imposer une vision univoque du passé de l'Espagne à l'aide des instruments privilégiés que sont les noms de rue et les monuments commémoratifs. Deux raisons motivent la critique d'une telle conception instrumentaliste, si souvent invoquée par une certaine historiographie catalaniste : d'une part, l'État espagnol n'a pas au XIXe siècle la volonté et la capacité d'imposer aux Barcelonais une mémoire prêt-à-porter. Comme l'a souligné Borja de Riquer, c'est bien plutôt la relative indifférence de l'Etat ou son incapacité notoire à prendre en charge l'espagnolisation des Espagnols qui pose problème¹. L'apparition à Barcelone d'un souci de mémoire renvoie principalement à la conformation particulière de la société locale. D'autre part, la population barcelonaise n'est pas unie dans ses sentiments et ses aspirations, ni dotée par essence d'une mémoire collective qu'elle aurait pu afficher unanimement contre les menées de l'État central dans un geste héroïque de résistance. La société commémorante qui se charge de la gestion du souvenir à Barcelone ne se confond pas avec l'ensemble de la société : sa volonté de ranger tout le corps social à ses propres souvenirs se heurte à des résistances si bien que le conflit de mémoire recouvre toujours un conflit social.

Par politique de mémoire, il faut bien plutôt entendre la délimitation d'un passé par et dans le conflit politique. Ainsi, le passé de la Catalogne peut bien être considéré comme une réalité objective faisant des Catalans un groupement humain dissemblable des autres : l'historiographie espagnole du XIXe siècle a amplement insisté sur ses caractéristiques. Mais l'important n'est pas ici tant de considérer ces différences objectives que de comprendre par quel processus cette différence est reconnue comme telle par la société, incorporée à une histoire et instaurée comme commune par des pratiques commémoratives mutuellement compréhensibles par tous les membres du groupe².

¹ Borja de Riquer, «La faiblesse du processus de construction nationale en Espagne au XIXe siècle», in *RHMC*, 41-2, av-ju 1992, pp.353-366.

² Marie-Carmen Garcia, *L'identité catalane, analyse du processus de production de l'identité nationale en Catalogne*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.51.

Par conséquent, la mémoire a deux visages : d'une part, elle est un usage politique du passé dans le présent reflétant les grandes lignes de fractures de la vie politique espagnole du XIXe siècle. De l'autre, elle est un processus d'objectivation du passé en mémoire, c'est-à-dire en fait différentiel identitaire de l'ensemble de la communauté imaginée. Autrement dit, la mémoire renvoie non seulement à la production d'un discours sur le passé du groupe catalan mais encore, et de manière indissociable, à sa mise en pratique par la commémoration. Discours d'autorité qui fait exister la nation, elle est aussi sa réalisation concrète qui permet l'incorporation de l'idée de nation dans le corps social. Étudier la mémoire, c'est déterminer son ancrage social. C'est aussi déterminer en quoi l'activité de mémoire est susceptible de découper pratiquement le champ social en de nouvelles catégories (nationaliste /non-nationaliste, commémorant/non commémorant, promoteur de mémoire, public spectateur, etc.)

Pour montrer combien cette perspective se révèle fructueuse, nous limiterons cette étude aux années centrales du XIXe siècle à Barcelone. Des années soixante à la fin des années quatre-vingts, une partie de la société barcelonaise s'est arrogé le monopole du discours et de la pratique du passé au nom de l'ensemble de la société au cours d'un mouvement culturel appelé la *Renaixença*. La question qui se pose est de comprendre quel intérêt cette micro-société commémorante en cours de formation avait à promouvoir au rang de mémoire collective la somme de ses souvenirs particuliers.

La *Renaixença*, naissance d'une culture nationale espagnole.

À partir des années 1830, la Catalogne connaît l'éclosion d'un mouvement culturel provincialiste désigné plus tard comme le point de départ d'un réveil national, la *Renaixença*. Il faut aujourd'hui renoncer à la vision idéale et homogène que forgea le nationalisme catalan de la *Renaixença* à l'extrême fin du XIXe siècle. Les travaux innovateurs de Josep Maria Fradera, entre autres, ont montré l'enjeu politique et social que représente une telle recomposition culturelle : la *Renaixença* s'inscrit clairement dans le cadre de la construction inédite d'une *culture nationale* espagnole, entendue comme «l'ensemble des actions de conformation que les classes supérieures barcelonaises et les élites catalanes n'ont cessé de vouloir imposer aux sous-cultures de classe ou d'ethnie résiduelles, héritages de monde en désagrégation»³. L'élaboration d'une *culture nationale* est une entreprise de normalisation de la société, c'est-à-dire de codification, de hiérarchisation et de mise en ordre conduite par des élites soucieuses de stabiliser une société espagnole foncièrement instable depuis les années 1830.

Cette entreprise, souligne la jeune historiographie catalane, n'est pas le fruit d'un programme restaurateur préconçu. Elle est bien plutôt le résultat d'une

³ Josep Maria Fradera, *Cultura nacional en una societat dividida*, Barcelona, Curial, 1992, p.30. Voir également : MARFANY Joan-Lluís, *La cultura del catalanisme*, Barcelona, Empúries, 1992, et Jordi Casassas (dir.), *Els intel.lectuals i el poder a Catalunya (1808-1975)*, Barcelona, Pòrtic, 1999.

tension qui traverse la classe dirigeante barcelonaise : d'une part, la volonté sincère de participer activement à la construction de la nation libérale espagnole ; de l'autre, la nécessité de revendiquer une certaine spécificité catalane.

Barcelone fut le fer de lance du libéralisme en Espagne. Jusque dans les années quarante, Barcelone a embrassé passionnément le programme modernisateur de l'expérience libérale commencée à Cadix en 1812, pendant les guerres napoléoniennes⁴. La décennie 1833-1843 est l'acmé d'une coïncidence entre les aspirations libérales de la bourgeoisie catalane et celle des classes populaires. Mais la radicalisation du mouvement populaire, notamment sous l'influence des premières organisations ouvrières, pousse la majorité des classes possédantes à abandonner l'aile gauche du libéralisme, le progressisme, pour se ranger au conservatisme libéral, le modérantisme. Le bombardement de Barcelone à l'automne 1843, lors du soulèvement de la *Jamància*, est un tournant majeur du XIXe siècle qui signifie la fin du rôle moteur de la capitale catalane dans le combat libéral en Espagne. L'échec est double : les classes populaires échouent à imposer en Espagne le modèle d'une société libérale décentralisée et démocratique⁵. Quant à la bourgeoisie catalane, elle perd définitivement son rôle dirigeant dans la construction de l'Etat libéral espagnol. La bourgeoisie catalane troque pour ainsi dire son interventionnisme politique traditionnel auprès de la Cour contre la garantie de sa sécurité assurée par l'Etat. Le libéralisme à la barcelonaise, de fait la principale source d'opposition à des gouvernements espagnols enclins au conservatisme, se retire alors de la scène politique espagnole⁶.

Une fois avortée la dernière chance d'une intervention de la Catalogne dans la conduite des affaires de la péninsule, la voie est ouverte en Espagne aux projets autoritaires et uniformisateurs : à partir de 1844, l'époque dite *modérée* est entièrement dominée par les mots d'ordre de paix, de calme et de discipline. Les dirigeants espagnols se contentent alors d'organiser un Etat centralisé, aux mécanismes répressifs bien rodés. Il faut dire qu'en Catalogne, la conflictualité sociale n'a guère diminué après 1850 et la Barcelone du XIXe siècle n'est pas surnommée pour rien la *Rosa de foc* ou la *ciutat cremada*⁷. En effet, la puissance et la précocité de la révolution industrielle dans cette région espagnole a eu de graves conséquences sociales déstabilisatrices. Barcelone, ce cauchemar des tenants de l'ordre social, est devenue le "problème" continu qui requiert l'armée et la *Guardia Civil* (créée en 1844 justement). En totalisant 60 années d'état de siège entre 1814 et 1900, la ville est pour ainsi dire en état permanent d'exception⁸. Un record inégalé dans le royaume. Barcelone est bien l'enfant terrible de l'Europe bourgeoise.

⁴ Josep Fontana, *La fi de l'antic règim i la industrialització, 1787-1868*, in Pierre Vilar (dir.), *Història de Catalunya*, 8 vol., Barcelona, Edició 62, p.453.

⁵ Manel J. Risques, « La revolució burgesa », in *Història de Catalunya*, Barcelona, Salvat, 1979, vol V, pp. 149-176 .

⁶ Antoni Jutglar, *Els burgesos catalans*, Barcelona, Norfeu, 1966, p.61 sq.

⁷ *La Rose de Feu et la ville brûlée*, en catalan.

⁸ Angel Bahamonde, Jesús A. Martínez, *Historia de España, siglo XIX*, Madrid, Cátedra, 1994, 637p., p.277 sq.

Manel J. Risques, « L'exceptionnalité permanente : Catalunya, 1835-1868 » in Borja de Riquer

La myopie politique du régime d'Isabelle II rencontre l'assentiment d'une large partie de la bourgeoisie industrielle locale. De fait, cette élite s'intéresse plus aux aspects techniques de l'industrialisation et au protectionnisme qu'à la conquête du pouvoir à Madrid : par conséquent, elle ne se donne pas les moyens de lutter efficacement pour un modèle de société industrielle distinct du modèle capitaliste agrarien soutenu par les propriétaires terriens. Or, l'industrialisation brutale introduit entre Barcelone et son environnement espagnol un décalage de plus en plus difficile à combler qui conforte le sentiment provincialiste. De cette expérience singulière naît un projet industrialiste et modernisateur original qui ne se limite pas, comme le laissent entendre ses détracteurs, à la volonté d'unifier le marché de consommation espagnol sous l'égide de la Catalogne industrielle. Josep Fontana a montré comment la lutte protectionniste des industriels catalans s'enracine dans l'option typique d'un capitalisme déjà mûr d'engager l'Espagne sur la voie du développement industriel⁹. La défense protectionniste cristallise donc un projet industrialiste catalan pour l'Espagne tout entière, tout en renforçant la cohésion de la classe dirigeante locale. Mais globalement, la monarchie reste sourde à la mystique industrialiste.

Tirillée entre sa croyance en des valeurs cosmopolites et européennes, typiques du libéralisme, et son ancrage décidément local, la position de la bourgeoisie barcelonaise tient en équilibre entre libéralisme et provincialisme. Il ressort que la culture de classe bourgeoise est prise entre d'une part, une culture libérale promue par un Etat espagnol dont elle se prétend volontiers la tête sans avoir les moyens de le conduire et d'autre part, une culture populaire vivace et contestataire qu'elle tâche de contrôler. Les relations doublement conflictuelles qu'elle entretient avec l'Etat et les classes inférieures la conduisent à élaborer une culture propre à deux visages que traduit exactement l'expression de *libéralo-provincialisme*. Cette tension est appelée à marquer profondément la structure de l'identité collective catalane au XIXe siècle.

Sur le plan culturel, la traduction concrète du libéralo-provincialisme est la *Renaixença*. Il ne nous appartient pas ici de la décrire dans sa totalité mais de l'envisager sous l'angle particulier de l'histoire de la mémoire. Il faut souligner ici que les premières formulations du libéralo-provincialisme, entre 1830 et 1840, coïncident avec la mise à bas de la Barcelone d'Ancien Régime et le développement d'une sensibilité romantique. Marqué par l'influence d'un groupe d'intellectuels catholique et conservateur, le mouvement culturel ne dépasse guère le cercle étroit d'une intelligentsia barcelonaise réduite. Il faut attendre le début des années 1860 pour que s'opère la rencontre de la *Renaixença* et de son public cultivé bourgeois, grâce notamment à l'instauration des Jeux Floraux en 1859, sur le mode actualisé des joutes

(dir.), *Història, política, societat i cultura dels països catalans*, vol VI, pp. 278-282,

⁹ Josep Fontana, *Op. Cit.*, pp. 332 sq.

poétiques médiévales¹⁰. C'est alors que se dessine au sein du groupe dirigeant une vision cohérente du passé de Barcelone et de l'Espagne.

Le mot même de "renaissance" suggère le renouveau d'un ancien passé glorieux. Dans son essence, la *Renaixença* se présente à elle-même comme la continuation d'une histoire accidentellement interrompue, l'imitation, la défense et la récupération d'une culture en voie d'extinction. Elle estime oeuvrer contre l'oubli d'une langue, d'un droit, d'une histoire. L'oubli est associé à la décadence, et inversement, la mémoire devient synonyme d'apogée. Le recouvrement de la mémoire est le principe même de la régénération. La *Renaixença*, en valorisant de manière extraordinairement positive le souvenir et ses manifestations les plus concrètes, donne toute sa validité à une histoire de la mémoire.

Dans les années 1860, Barcelone ouvre l'avenir.

À la charnière du siècle, les bouleversements urbains modifient le rapport que les Barcelonais entretiennent avec le passé. Pendant longtemps, la configuration de Barcelone n'a pour ainsi dire pas changé. Tout se passe comme si la permanence du cadre urbain impliquait un rapport direct au passé, non encore médiatisé par la conscience d'une rupture irrémédiable dans l'histoire de la ville. Parcourir la ville, c'est encore imprégner son regard, une fois encore, de ce qui fut toujours là, de temps immémoriaux, c'est-à-dire de temps dont on ne se souvient pas mais surtout, dont le souvenir n'est pas impératif.

Mais Barcelone subit brutalement un double séisme qui enterre la capitale de l'ancien régime et inaugure l'ère de la réforme urbaine jamais achevée, toujours recommencée : le lent processus de *desamortización* d'une part qui, à partir de 1837, engage l'Etat à aliéner puis vendre les biens du clergé régulier ; la croissance économique et démographique de l'autre, rendue possible par l'essor industriel du second tiers du XIX^e siècle. Dès lors, de nombreuses opérations d'urbanisme ponctuelles imposent au tissu médiéval les valeurs et les formes de sociabilité de la bourgeoisie¹¹. La ville devient le décor où se projettent les classes possédantes, un espace d'urbanité en accord avec l'image qu'entendent promouvoir ces élites nées de l'industrie et du commerce. Les rues deviennent un texte instructif susceptible de manifester et de propager un nouvel ordre moral et politique, les valeurs et les aspirations de la civilité en cours de définition.

La métropole moderne est fort à l'étroit dans ses vêtements hérités du passé et le mot *Ensanche* (ou *Eixample* en catalan, vient de *ensanchar/eixamplar*, agrandir, élargir) fait alors figure de formule magique censée guérir la ville de tous les maux de la civilisation moderne. De 1840 à 1860, la destruction des murailles est le signe de ralliement de la pensée libérale à Barcelone.

¹⁰ Josep Fontana et alii, *Història de la cultura catalana*, Barcelona, Edició 62, 1994, vol V, préface et pp.165-197.

¹¹ Par exemple : la place Sant Jaume (1840-1844), l'opéra du Liceu (1844-1848), la place royale (1847-1848), la place Medinaceli (1849), le prolongement du grand axe commercial de la rue Ferran (1853), l'aménagement définitif du Pla del Palau (1856), etc..

L'*Ensanche*, nouvelle ville au rayon illimité, concentre les valeurs de modernité, de progrès et de liberté, notions qui, au regard de l'histoire libérale, ne connaissent aucune entrave¹². Cette Nouvelle Rome à bâtir concentre tout l'optimisme d'une génération grandie à l'ombre de la réaction, l'utopie également d'une re-fondation urbaine qui fasse table rase de tous les problèmes et les contradictions sociales de son temps.

Mais la particularité de la Cité comtale réside dans le caractère "doublement oppressif" des murailles, selon l'expression de Manuel Guàrdia i Bassols : c'est la limite concrète d'une expansion physique de la ville mais aussi le symbole des libertés politiques brimées¹³. La Citadelle ne fut-elle pas construite sur l'ordre de Philippe V en représailles du soutien de Barcelone à la cause des Habsbourg pendant la guerre de Succession d'Espagne? La forteresse est la traduction concrète des décrets de Nova Planta qui, de 1707 à 1716, abolirent les anciennes institutions de la Couronne d'Aragon en centralisant l'administration de tout le royaume sur le modèle de la Couronne de Castille. La destruction de la Citadelle et des remparts vise donc, au tournant du XIXe siècle, à organiser l'oubli d'un épisode identifié comme traumatique par la génération romantique. Le fameux cri de «A bas les murailles!» lancé par un jeune exalté, Pere Felip Monlau, en 1840, résonne plus que jamais dans les coeurs vingt ans après¹⁴.

En somme, le début des années 1860 symbolise le passage d'une conception stable de l'identité urbaine, à celle, dynamique, en perpétuel recommencement, qui caractérise peut-être l'époque contemporaine. Lorsque Barcelone se répand enfin dans sa plaine, elle suspend le tête-à-tête rassurant qu'elle entretenait avec son passé pour imaginer son futur, sans cesse en devenir. La ville se projette désormais dans son avenir comme dans son espace : le temps, lui aussi, est à conquérir. Par ricochet, l'irruption du futur ne manque pas de bouleverser le rapport au passé et la valeur qu'on lui attribue. Le vertige qu'on ressent au spectacle de cette identité toujours mouvante rejaillit sur l'image du passé qui gagne pour ainsi dire en densité et en épaisseur. Lorsque le passé devient durable, lorsqu'on lui enjoint de renvoyer l'image rassurante d'une stabilité perdue, alors, il y a du sens à se référer à lui, à invoquer son exemple, à le convertir en tradition, à le commémorer.

La mémoire libéralo-provincialiste : un discours en action.

C'est à cette tâche résolument moderne que se consacre l'historien Victor Balaguer ; son ambition est d'inscrire dans les rues de la ville le récit total de l'histoire libéralo-provincialiste de l'Espagne. En 1863, Barcelone se dote en effet d'un coup d'une nomenclature urbaine rénovée correspondant à son

¹² Laurent Coudroy de Lille, « La question des ensanches (1860-1910) : problèmes d'histoire et d'historiographie urbaine en Espagne » in Jean-Frédéric Schaub (dir.), *Recherche sur l'histoire de l'Etat dans le monde ibérique*, Paris, Presses de l'ENS, 1993, pp. 263-283.

¹³ Manuel Guàrdia i Bassols, "Estructura urbana" et Jesús Mestre i Campi, "La vida política a Barcelona en 1833-1874", in Jaume Sobrequés i Callicó (dir.), *Història de Barcelona*, Barcelona, Enciclopèdia catalana, 1995, vol 6, 416p.

¹⁴ Pere Felip Monlau, "¡Abajo las murallas !", cité par Josep Fontana, *La fi de l'antíc règim...*, Op. Cit., p.284.

Eixample, son plan d'agrandissement : la municipalité adopte les propositions de dénomination que Victor Balaguer a avancées dans un ouvrage de commande : *Las calles de Barcelona*¹⁵. Cette oeuvre est pour nous fondamentale puisqu'elle définit pour le reste du siècle le cadre de toute référence au passé dans la ville : la conversion de la nomenclature d'une ville en livre d'histoire ouvert est un bel exemple d'*histoire appliquée*.

L'heure, on le sait, est aux synthèses d'histoire nationale. La parution de la *Historia General de España* de Modesto Lafuente entre 1850 et 1859 illustre cette obsession pour l'étude de la genèse de la nation espagnole. En Catalogne aussi, des auteurs s'attellent à la tâche¹⁶. Le défi est enfin relevé par Victor Balaguer qui fait paraître entre 1860 et 1863 une audacieuse *Historia de Cataluña y de la Corona de Aragón*¹⁷.

Dans le prologue de cet ouvrage, Balaguer écrit : "Peut-être fais-je mal d'intituler Histoire cette pauvre oeuvre qui est la mienne..."¹⁸. L'avertissement doit être pris au sérieux car nous le croyons caractéristique d'une attitude balaguérienne à mi-chemin entre l'histoire érudite et la fiction littéraire. Selon sa propre expression, l'auteur avoue en effet privilégier les "légendes historico-fantastiques" ou encore, "les compositions historico-poétiques". Son oeuvre consacre donc la consolidation d'un genre littéraire mixte, à cheval entre littérature et histoire, où l'évocation légendaire des épisodes passés compte plus que l'exactitude de leur présentation. Victor Balaguer est bien un faiseur de mythes.

L'auteur se propose d'édifier une nomenclature durable, "historique et harmonieuse", veillant à la cohérence idéologique interne de son système de dénomination¹⁹. La thématique des 494 notices de noms de rue repose donc sur la défense virulente du patriotisme espagnol et sur l'idée d'une identification de l'histoire de l'Espagne avec celle de l'État-nation libéral. C'est dire que l'historiographie balaguérienne partage la plupart des options de l'histoire libérale de son temps²⁰. Comme un Modesto Lafuente, Balaguer

¹⁵ Victor Balaguer, *Las calles de Barcelona*, Barcelona, Ed Salvador Manero, 1865, 2 vol.

¹⁶ Joan Cortada, *Historia de España*, 3 vols, Barcelona, 1841-42 ; Antoni de Bofarull, *Hazañas y recuerdos de los catalanes ó colección de leyendas*, Barcelona, 1864.

¹⁷ Il n'existe malheureusement pas encore de biographie complète de Victor Balaguer. On peut citer néanmoins : F. Gras i Elias, *Siluetes d'escriptors catalans del segle XIX*, Barcelona, 1909, pp. 65-84 ; C. Capdevilla, "Les grans figures del Renaixement de Catalunya: Victor Balaguer", in *Revista de Catalunya*, 1924, pp. 576-592 ; J. Vicens Vives, *Industrials i polítics del segle XIX*, Barcelona, Vicens Vives Ed., 1994, pp. 427-432 ; M. Q. Queralt, *Victor Balaguer i Cirera*, Barcelona, 1984, et du même auteur, "Victor Balaguer i Cirera", in *La nostra gent*, Barcelona, 1988, vol2, pp. 294-299 ; H. Hina, *Castilla y Cataluña en el debate cultural*, Barcelona, Ed. Península, 1986, pp. 102-107 ; Martí de Riquer et alii, *Història de la literatura catalana*, Barcelona, Ariel, 1986, vol 7, pp. 181-186.

¹⁸ Victor Balaguer, *Historia de Cataluña y de la Corona de Aragón. escrita para dar a conocer al pueblo recordándole los grandes hechos de sus ascendentes en virtud, patriotismo y armas, para difundir entre todas las clases el amor al país y la memoria de sus glorias pasadas*, Barcelona, Salvador Manero, 1867, p.10.

¹⁹ Arxiu administratiu de la Ciutat de Barcelona (AA), *Llibres d'Actes del Consell municipal permanent*, 23/10/1863.

²⁰ Paloma Cirujano, Teresa Alorriaga, Juan Sisinio Pérez Garzón, *Historiografía y nacionalismo español, 1834-1868*, Madrid, CSIC, 1985.

s'intéresse à l'origine et à l'évolution de la nation espagnole, aux facteurs qui ont accéléré ou ralenti son processus d'unification au cours des siècles. Il partage également avec ses contemporains la définition du caractère national espagnol. A cet égard, le Catalan n'est rien d'autre qu'un Espagnol outré : il est simplement plus souverainiste, plus épris de liberté, plus individualiste et plus indépendant que son frère d'outre-Ebre. Aucun malentendu enfin sur la manière qu'ont les historiens libéraux romantiques d'identifier la nation à l'Etat, et l'Etat à la monarchie. Pour Balaguer, la défense du droit catalan équivaut à l'apologie de l'Etat-nation et l'histoire de la Couronne d'Aragon se réduit naturellement à celle de ses monarques. Bref, l'historien catalan est un libéral espagnol convaincu.

En quoi consiste alors la tonalité provincialiste dans l'oeuvre de Balaguer? En premier lieu, la conviction que la concentration des pouvoirs, l'absolutisme et la centralisation vont de pair. La force des privilèges catalans supprimés en 1716, les *Fueros/Furs*, résidait selon Balaguer dans le pacte ou le contrat que symbolisaient ses institutions : les *Corts catalanes*, la *Diputació*, le *Consell de Cent*, etc.. Ce pacte consiste, selon l'auteur, dans le compromis entre des souverainetés égales : celui entre le monarque de la Couronne d'Aragon et ses sujets ou bien celui entre les couronnes aragonaise et castillane à l'heure de l'unification péninsulaire sous l'égide des Rois Catholiques en 1469. Or, l'absolutisme espagnol de la dynastie des Habsbourg aurait brisé non seulement l'équilibre entre les deux couronnes fondatrices de l'Espagne moderne mais plus gravement encore, l'entente du monarque et de ses sujets catalans. Le mariage des Rois Catholique inaugure donc la destruction du modèle aragonais de la monarchie pactisée. Dès lors, les révoltes périodiques de la Catalogne contre les Habsbourgs, notamment la guerre des Segadors en 1640, sont lues comme les derniers sursauts du principe de la liberté en Espagne. L'analyse diffère ici du reste d'une grande partie de l'historiographie libérale espagnole qui considère l'époque sous un jour positif, en particulier grâce au mythe du Siècle d'Or.

La deuxième originalité vient du médiévalisme puissant qui imprègne toute l'oeuvre de Balaguer. La chronologie balaguérienne de la décadence recouvre l'époque moderne tout entière et y oppose de manière caricaturale l'apogée médiévale. Il faut se garder de voir dans ce trait une arme dirigée contre le patriotisme espagnol. En fait, le médiévalisme correspond à l'évocation d'un âge d'or où la classe dirigeante était supposée dominer de manière exclusive et incontestée un pays qui échappe à la confrontation de classes²¹. Si bien que la configuration de la haute culture barcelonaise autour de la nostalgie médiévale n'est en rien incompatible avec l'expression la plus sincère de nationalisme espagnol.

Enfin, une dernière particularité du panthéon libéralo-provincialiste tient à l'accent particulier de sa vocation impérialiste. Certes, à l'instar de ses confrères contemporains, Balaguer proclame que la conquête est le signe de la puissance et de la prospérité. L'âge d'or de l'empire catalan, aux XIV et XVe

²¹ Josep Maria Fradera, *Op. Cit.*, p.124.

siècles, coïnciderait avec l'apogée de son système politique libéral, de sa culture et de sa puissance économique. Mais cette conquête n'est pas *reconquête* ; sa justification n'est pas religieuse mais commerciale. Ainsi, Balaguer n'établit aucun lien entre l'extension des royaumes chrétiens médiévaux dans la péninsule et celle de la Couronne d'Aragon en Méditerranée. Tout se passe comme si la Catalogne n'avait ni connu ni participé à la *Reconquista* : l'occultation de ce passé-ci contribue à souligner la différence entre une Castille militaire à l'horizon terrestre et une Catalogne marchande et pacifique ouverte sur la mer. Dans son essence, la Catalogne serait une région commerçante, moderne et pacifique.

Au total, Balaguer réexamine la place occupée par la Catalogne en Espagne : au nom de la vocation libérale particulière de cette région, il revendique pour elle une égalité de traitement, sinon une primauté, dans la construction de la nation espagnole. L'histoire du Principat n'est donc pas une histoire particulière (provincialiste au sens français du terme) qui serait l'un des fondements du nationalisme catalan mais, au contraire, le paradigme de l'histoire de l'Espagne en tant que nation. Balaguer traduit joliment ce projet en disant vouloir «l'espagnolisation de la Catalogne» mais pas «la castillanisation de l'Espagne».

Il ressort de cet exemple que la mémoire libéralo-provincialiste des années 1860 débouche sur une forme de patriotisme certes local mais foncièrement espagnol dans son essence. Globalement, il n'est pas question pour la haute société barcelonaise de remettre en question les fondements du nationalisme espagnol. Le libéralo-provincialisme est finalement une synthèse qui concilie deux sentiments d'appartenance complémentaires non exclusifs l'un de l'autre : attachement à l'Espagne et amour de la Catalogne. Il en résulte un "langage du double patriotisme" qui prétend configurer une nouvelle identité, pour reprendre l'heureuse expression de Josep Maria Fradera²².

La naissance d'une société de mémoire.

La mémoire libéralo-provincialiste est aussi une pratique sociale qui détermine, au tournant des années 1860, l'apparition d'une société commémorante prétendant monopoliser, au nom de la collectivité, la gestion des ancêtres.

Victor Balaguer, faiseur de mythes, n'est pas un cas isolé dans la Barcelone des années 1860. Bon nombre d'écrivains, d'historiens mêmes, ont franchi allègrement la frontière imprécise qui sépare l'histoire de la littérature. L'histoire romancée, ou la littérature historique comme on le voudra, remporte un succès trop important pour qu'une génération romantique avide de reconnaissance puisse l'ignorer.

²² Josep Maria Fradera, *Op. Cit.*, pp. 109-126.

L'entreprise de mythologisation de la société est grandement facilitée par les multiples visages des intellectuels renaissants : ils sont écrivains, poètes, journalistes, historiens mais aussi juristes, hommes politiques, universitaires. L'éclectisme intellectuel hérité des Lumières n'est pas encore battu en brèche par la division du travail qu'accompagne la timide professionnalisation des métiers de la pensée²³. Pour autant, la mémoire n'est pas l'affaire de tous : proposer une commémoration, ériger une statue demande une compétence particulière, une parole autorisée. Lentement se dégage le profil d'un *expert* de mémoire qui est non seulement celui qu'on reconnaît comme tel, celui dont la présence s'impose, mais aussi celui qui s'institue spécialiste de la question et s'autorise à parler au nom d'un groupe qu'il est censé représenter²⁴.

L'étude des «entrepreneurs de mémoire» dans les années soixante pose de nombreuses difficultés. Le comité exécutif, la commission monumentale, le jury de concours artistique, les pétitions sont autant de lieux privilégiés où se repèrent les promoteurs de mémoire qui s'habilitent et sont habilités à définir ce qui vaut d'être rappelé dans la société. L'étude de la composition de ces entités permet bien de déterminer l'identité de "personnalités agglutinantes" autour desquelles s'organise la volonté de mémoire : Victor Balaguer en est l'archétype. On a bien affaire à un groupe social actif mais qui compte un nombre relativement réduit de membres.

En effet, que ce monde réduit recrute principalement dans les files de la bourgeoisie la plus catholique et conservatrice de Barcelone n'a rien d'étonnant étant donné le rôle prépondérant que joue cette frange réactionnaire de la bourgeoisie catalane dans l'éclosion de la *Renaixença* dans les années quarante²⁵. On la retrouve naturellement à l'origine de la plupart des initiatives de la politique de mémoire libéralo-provincialiste qui trouve sa pleine maturité pendant la Restauration. Le *Sexenio Democrático* et la Première République ne sont, du point de vue de la politique de mémoire libéralo-provincialiste, qu'une parenthèse sans conséquence. La puissance d'attraction de ce groupe est si grande qu'elle put même accueillir des personnalités plus progressistes telles que Balaguer.

Cependant, la difficulté d'analyse réside plutôt dans l'extrême volatilité de cette société de mémoire. Le groupe est instable, en constante recomposition et ne s'institutionnalise pas, du moins à cette époque, au sein d'une quelconque académie de mémoire, d'une association déterminée ou bien d'une section administrative spécialisée de la municipalité. Même si, à l'occasion, une institution culturelle se mobilise pour tel ou tel projet (on pense à l'Ateneu Barcelonés ou bien à l'Acadèmia de Bones Lletres), la mémoire reste encore à cette époque une activité sociale qui échappe à l'analyse juridique et institutionnelle²⁶. La mémoire se contente de rassembler autour de pratiques

²³ Jordi Casassas Ymbert, *Intel.lectuals, professionals i polítics a la Catalunya contemporànea (1850-1920)*, Barcelona, Els llibres de la frontera, 1989.

²⁴ Dominique Memmi, *Les gardiens du corps*, Paris, Ed. EHESS, 1996.

²⁵ Borja de Riquer, *Epistolari polític de Manuel Duran i Bas (1866-1904)*, Barcelona, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 1990.

²⁶ Jordi Casassas i Ymbert, *L'Ateneu Barcelonés, Dels seus orígens als nostres dies*,

communes de mobilisation du passé un ensemble aux contours mouvants. En portant uniquement son attention sur les groupes sociaux institutionnalisés, l'historiographie moderne s'empêche bien souvent de penser ce système d'interrelations dynamique et changeant qui définit le noyau commémorant²⁷. Tout se passe comme si la mémoire était une activité sociale d'un genre particulier, requérant pour chaque objectif concret une configuration sociale unique mais adéquate. Plutôt que de chercher à figer ce qui ne l'est pas, l'analyse doit dès lors tenter de repérer les mécanismes sociaux qui président à la détermination de la meilleure combinaison sociale possible pour atteindre le but poursuivi. Deux processus sont en jeu.

Premièrement, les comités pro-monuments révèlent un processus d'élection de l'expert : la commission a pour vocation de réunir les *meilleurs* des représentants possibles afin de rendre le projet performant. Autrement dit, le comité de mémoire est par essence élitiste : d'un côté, la présence de telle ou telle personnalité dépend étroitement du degré de cohésion et de hiérarchisation interne du champ intellectuel, artistique, économique ou politique d'où sont issus les experts. Ceci explique que les comités monumentaux réunissent l'aréopage de la société barcelonaise, comptant régulièrement la participation de Balaguer, Bofarull, Duran i Bas, Güell entre autres célébrités²⁸.

De l'autre, par un effet de retour justifié, la participation à un comité monumental assure une sorte de prestige social supplémentaire qui conforte la position dominante de l'expert non seulement dans le groupe commémorant mais aussi dans son champ particulier. Par exemple, Eusebi Güell, le mécène de Gaudí, profite largement du gain symbolique que lui confère la participation à huit comités différents. Il acquiert ainsi un capital social extraordinaire qui sert un projet global d'aristocratisation de la société bourgeoise. La présidence des comités commémoratifs, tout comme le mécénat, lui confère la place d'un nouveau Laurent de Medici²⁹. En bref, la mémoire participe de la constitution même de la société en champs structurés et autonomes d'activité - le monde de l'art, l'intelligentsia des Jeux Floraux, les grandes associations patronales, etc. - sans pour autant constituer en soi un champ social défini.

Deuxièmement, la détermination du groupe entrepreneur de mémoire répond à une logique participative qui fait de la publicité la clé de sa réussite, c'est-à-dire de son efficacité sociale. Les stratégies d'entraînement de cercles sociaux plus larges que le noyau promoteur originel se diversifient et se complexifient. A titre d'exemple, il suffira d'évoquer la pétition et de la souscription.

Barcelona, La Magrana, 1986.

²⁷ Jacques Revel, «L'institution et le social», in Bernard Lepetit (dir.), *Les formes de l'expérience*, Paris, Albin Michel, 1995, pp. 63-84.

²⁸ Un bon exemple peut être fourni par la commission au monument à Colomb : Arxiu Administratiu, Obres i Urbanisme, Comisió Especial del Monumento a Colón, 1881-1889, 8 caixes. Voir également, Jordi Casassas Ymbert, *Intel.lectuals, professionals...*, *Op. Cit.*, p. 70 sq. ; S. Michonneau, « Le monument à Colomb : un projet national catalan pour l'Espagne », in *Nations en quête de passé : la péninsule ibérique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Ibérica-Essais, Presse de l'Université de la Paris-Sorbonne, 2000, pp. 109-124.

²⁹Juan José Lahuerta, *Antoni Gaudí, Arquitectura, ideologia y política*, Barcelona, Electra, 1993, pp. 66-117.

L'augmentation du rythme de pétition, tout d'abord, reflète une véritable prise de parole de la population auprès de l'administration municipale³⁰. La nature du signataire change : au début, une personnalité de qualité intervient seule, puis, à partir de 1885, un groupe de propriétaires, constitué parfois en association de défense. Il faut attendre le début du XXe siècle pour que les unions d'associations l'emportent parmi les pétitionnaires. Du modèle élitiste hégémonique dans les années 60 où compte en priorité la position de l'expert dans un champ déterminé, la commémoration glisse progressivement vers un modèle plus ouvert où importe d'abord la faculté d'entraînement d'une personnalité ou d'une entité symbolique. La dimension représentative ne s'annule pas, mais se complète par la prise en compte d'une dimension participative.

La popularité se mesure également à l'étendue et la nature des souscriptions³¹. Avant les années 1890, les donateurs affichent un geste de charité sociale qui s'estime à l'importance du don. Si le caritatif se confond avec le commémoratif, c'est que les deux activités sont complémentaires au regard des experts de mémoire comme à celui des classes dominantes³². Le devoir de charité et le devoir de mémoire expriment un même sentiment de dette contractée envers ceux qui ont consenti des sacrifices. La charité et le souvenir sont la rançon d'une position sociale élevée dans une société strictement hiérarchisée : *noblesse oblige*. En somme, cette intimité de départ exprime parfaitement la réalité de la commémoration comme activité élitaire.

L'analyse des listes de souscripteurs confirme la prégnance de cette dimension sociale. D'ailleurs, la souscription du XIX^e siècle est structurellement insuffisante à financer la totalité des projets car la nature élitiste de la souscription dite populaire limite forcément le bassin de souscription à quelques personnalités ou à quelques entités déterminées. Par exemple, le monument d'Aribau est financé par deux souscriptions : la première, en 1877,

³⁰ L'échantillon porte sur 89 pétitions recensées dans les archives des commissions municipales de 1860 à 1930 (Arxiu Administratiu).

³¹ Jusqu'en 1900, les listes de souscriptions sont complètes pour

- le monument Güell (1881) Arxiu Administratiu (AA), Exp 242, Serie B, 1879 ; Exp 1414, LI 24, fol 64, 1881 ; Exp 1890, fol 48, Reg 139, 1883 et qctes del Consell Permanent de la Ciutat (CMP) 04/04/1879, 22/12/1881, 16/05/1882, 12/08/1884, 03/02/1885, 31/03/1885, 07/12/1886, 18/01/1887 et 03/07/1888. Voir aussi . Arxiu Diputació, LI 1387.

- le monument Colomb (1882-1886) : AA, Obres i Urbanisme, Comisión Especial del Monumento a Colón, 1881-1889, 8 caixes.

- le monument Clavé (1883-1888) : AA, Exp1857, Reg 223, fol 153, 1883. Voir également AA, CMP, 13/09/1883, 06/11/1888 et 09/05/1889.

- le monument Rius i Taulet (1899-1902) : AA, CMP 16/01/1892, vol1, fol 67, AA, Exp 494, Gobernación, serie D, 1891. AA, CMP 12/03/1897, vol1, fol 205 ; CMP 26/01/1897, vol 1, fol 67 ; CMP 30/03/1897, vol 1, fol 215v ; CMP 22/09/1897, vol 2, fol 398v. AA, Exp 365, Gobernación, serie D, 1897, AA, Exp 494, Gobernación, serie D, 1891; Exp 2416, Fomento Obras Públicas, 1895-1896.

³² A titre d'exemple, on peut citer la souscription levée en 1860 pour le monument aux gloires de la guerre d'Afrique : "ériger un monument en commémoration de la guerre d'Afrique, offrir deux épées honorifiques, l'une au Duc de Tetuán [O'Donnell] représentant de l'Armée, l'autre au Comte de Reus [Prim] représentant des Soldats et Volontaires catalans, et créer un fond de pension pour les familles des blessés de guerre". (Arxiu administratiu, Granada, Hacienda, Exp. 4104, 1860, Junta barcelonesa a favor de los heridos en la guerra de Marrueco).

rapporte 4690 ptas. La seconde, ouverte en décembre 1884, rapporte 1843 ptas réparties seulement entre 19 personnes, soit une moyenne de 97 ptas chacune³³.

Les commissions exécutives cherchent à élargir le champ des souscripteurs à cause des difficultés financières. La commission du monument Güell est la première à le réaliser à grande échelle : entre mars 1878 et janvier 1882, la souscription recueille les signatures de 16 611 particuliers, 15 municipalités, 2 banques, 28 sociétés industrielles et agricoles et 5 Députations provinciales³⁴. La mobilisation est exceptionnelle pour l'époque. L'initiative appartient en priorité à des chefs d'industrie qui ouvrent dans leurs établissements des livres de dons. Dans ces conditions, une certaine contrainte s'instaure et la souscription peut s'apparenter à une contribution obligatoire pour l'ouvrier, un impôt idéologique. La souscription repose encore sur une centaine de souscripteurs-promoteurs qui déploient les moyens plus ou moins coercitifs de la participation populaire.

Ainsi, la structure élitiste de la commémoration reste intacte même si sa capacité d'entraînement est plus grande. Au XXe siècle, lorsque l'association joue la fonction agglutinante des grandes personnalités du siècle précédent, le mode participatif prend une place considérable, contribuant à poser les fondements d'une société commémorative de masse.

Un rite d'ordre social.

Au XIXe siècle, le geste commémoratif s'impose comme le produit d'un apprentissage social commandé par les promoteurs et les sacerdoces de la mémoire. L'efficacité sociale du rite dépend étroitement de sa capacité à produire un assentiment, un plaisir d'être ensemble. La cérémonie commémorative est en priorité une expérience directe et sensible de la communauté qui est le fondement d'un sentiment d'appartenance³⁵.

Le caractère éminemment représentatif de la commémoration, en tant que jeu de délégation et d'élection, ne doit pas masquer la dimension dramaturgique du geste qui permet une gestion raisonnée des affects. La cérémonie se propose de rejouer le passé, le faire revivre devant un auditoire en ressuscitant artificiellement le héros et l'événement par le biais de la statue et du nom de rue. Pour raviver ce qui est définitivement passé, elle utilise plusieurs stratégies : la théâtralisation et la reconstitution historique.

Il suffit d'observer la scénographie des commémorations pour mettre en évidence l'opposition forte entre le corps des officiants et celui du public spectateur. Le décor, s'il a tendance à s'alléger avec le temps, renforce encore le procédé qui isole la statue et les promoteurs de mémoire. La passion pour le

³³ *La Renaixença*, du 13/12/1884 au 18/12/1884.

³⁴ *Diario de Barcelona*, 31/07/1881, pp. 9608-9616.

³⁵ Jean Davallon, Philippe Dujardin, Gérard Sabatier (dir.), *Le geste commémoratif*, Lyon, CERIEP, 509p.

défilé historique, en particulier lors des anniversaires à Colomb (1888 et 1892)³⁶, est une autre caractéristique du registre rituel de la fin du siècle. Olivier Ihl a montré déjà la valeur pédagogique de ces cortèges qui proposent une sorte de revue des grands principes sur lesquels le régime fonde sa légitimité³⁷. Le principe de ces artifices repose sur un rapport mimétique au passé qui vise à répéter l'événement à l'identique et à abolir le temps en usant de l'utopie restauratrice du théâtre.

De fait, la cérémonie de mémoire donne un éclairage supplémentaire sur les rapports étroits qu'entretiennent la mémoire et le *pathos*. La remémoration passe beaucoup plus par l'organisation de la jouissance partagée que par la communion intellectuelle. La production des valeurs émotives qui vise l'implication des participants utilise un vocabulaire précis : le chant choral, l'ornement, les gestes d'élévation en sont les principaux éléments

Les historiens catalans ont depuis longtemps reconnu dans la pratique chorale l'un des moteurs de la communauté provisoire et substitutive qu'est la communauté de mémoire³⁸. À l'origine, un orchestre est toujours présent lors des cérémonies. En mai 1874 par exemple, la commémoration de la levée du siège de Bilbao prévoit de disposer sur les places publiques des orchestres militaires. Au début des années quatre-vingts, la présence de l'orchestre municipal est de plus en plus fréquente quoique non systématique : on retrouve la *Banda Municipal* pour l'inauguration d'Aribau (1884) et celle de Prim (1887) mais pas pour la pose des premières pierres de Colomb et Prim et López (1882). Les années 1880 inaugurent l'ère du «souvenir en chantant». La cérémonie à Josep Anselm Clavé en septembre 1882 introduit là des signes de modernité en joignant les chants choraux à l'orchestre municipal³⁹. Dès lors, la *Banda* est convoquée régulièrement. Quant aux chants, ils dépendent de la présence ou pas de chorales : les célèbres Choeurs ouvriers de Clavé animent l'hommage à Rius i Taulet ou à Prim mais cela demeure une pratique rare, à laquelle on a surtout recours au XXe siècle⁴⁰.

³⁶ AA, Obres i Urbanisme, Comisión Especial del Monumento a Colón, 1881-1889,

³⁷ Olivier Ihl, "Les territoires du politique", in *Politix*, n°21, 1 trim. 1993, pp. 15-32.

³⁸ Enric Ucelay da Cal, "Violencia simbólica y temática militarista en el nacionalismo radical catalán", in *Ayer*, n°13, 1994, pp. 237-264. Voir également : Joan-Lluís Marfany, "Al damunt dels nostres cants" ; nacionalisme, modernisme i cant coral a la Barcelona del final de segle, in *Recerques*, 19, Curial, 199-87, pp. 85-113.

³⁹ Clavé, sensibilisé aux problèmes de la condition ouvrière par son origine sociale artisanale et sa formation idéologique républicaine mâtinée de socialisme utopique entreprend vers 1845 d'organiser les loisirs populaires en créant un premier orchestre, L'Aurora. Il fonde en 1850 la première société chorale espagnole, La Fraternidad, dont le nom indique bien la vocation mutualiste. Aux premiers concerts en milieu fermé, au théâtre de l'Odéon en 1851, font suite les représentations régulières dans les jardins de loisirs du Pg. de Gràcia, en particulier au parc d'attraction des "Champs Elysées". De retour de déportation pour son implication politique dans la révolution libérale de 1856-1857, Clavé fonde la Société Euterpe, et multiplie les concerts dans les jardins du même nom, rassemblant un public de plus en plus large. Un journal, *El Eco de Euterpe*, contribue à structurer le champ d'activité chorale en Catalogne. Le répertoire de Clavé intègre aussi bien des oeuvres d'avant-garde, - il introduit le wagnérisme en Catalogne avec le chant des Pèlerins de *Tannhäuser*- que des compositions propres et des réinterprétations de chansons populaires. En 1867, les Choeurs de Clavé réunissent 40 000 ouvriers dans 106 entités chorales.

⁴⁰ Le répertoire chanté ne varie guère : les deux plus grands succès sont "*Els Nets dels*

La musique ne constitue pas la seule technique d'ébranlement émotif : le corps est convoqué en priorité dans les défilés et les nombreux applaudissements (la première mention d'applaudissements date de 1882) . A partir de 1913 seulement, la sardane fait une entrée remarquée.

L'élément visuel est également très sollicité, en particulier dans l'usage immodéré des couleurs : lacets, drapeaux, emblèmes, rubans, draps de toutes sortes et de toutes tailles. Les effets visuels, en partie hérités des fêtes religieuses, ont dès l'origine une importance capitale : seulement, il y a un pas entre l'ostentation d'enseignes religieuses, la multiplication d'emblèmes associatifs si fréquente alors et le déploiement de drapeau au contenu politique que cette fin de siècle ne franchit pas encore. L'effet de communion est enfin favorisé par les gestes d'élévation : la montée du drapeau, le lâcher de colombes, l'accrochage des couronnes en hauteur, les applaudissements mains levées font partie de ce registre abondamment utilisé par les rites de mémoire. L'envol de centaines d'oiseaux lors de l'inauguration du monument Prim (1887), de celui à Rius i Taulet (1901) fut particulièrement spectaculaire. Au total, on est frappé par le caractère particulier que prend dès le départ la cérémonie du souvenir : rapprocher, agréger, réunir dans un même élan de plaisir, peut-être pour mieux conjurer les fractures et les querelles latentes.

Cependant, au XIXe siècle, il ne faut pas confondre cérémonie du souvenir et fête populaire car la remémoration publique est un rite instaurateur d'ordre social. L'étude des séquences commémoratives de 33 cérémonies différentes de 1888 (première pierre du monument Colomb) à 1925 (inauguration du monument aux soldats franco-espagnols morts au front pendant la guerre mondiale) montre que le rite tend à stabiliser les relations sociales dans l'homogénéité des conduites.

Par définition, le geste commémoratif exclut la surprise et l'imprévu : l'étude des séquences commémoratives et de leur succession tout au long de cette période montre clairement que le rite tend à stabiliser les relations sociales par l'homogénéité des conduites. En premier lieu, onze catégories de gestes suffisent à décrire la totalité des rites⁴¹ : En second lieu, il n'existe que deux combinaisons possibles de ces séquences⁴² : le premier modèle met l'accent

Almogàvers" et "*Glòria Espanya*" (rendu obligatoire par la dictature de Primo). il faut attendre 1904 lors de la pose de la première pierre du monument Robert, pour que le public entonne de lui même le futur hymne national catalan : *Els Segadors* .

⁴¹ lecture du mémoire de la commission exécutive (1), discours (2), découverte du monument/de la plaque de rue (3), dépôt de couronne (4), intervention musicale (chants, orchestre) (5), défilé (6), dépôt d'objets (documents insérés dans la première pierre d'un monument par exemple) (7), prise de possession du monument (photographie, remise de clés, etc)(8), geste d'élévation (vol de colombes, levée de drapeaux, d'enseignes diverses) (9), remise de médailles/de bons/de diplômes (10), acte religieux (bénédiction, messe) (11).

⁴² La comparaison des cérémonies permet de dégager deux schémas structurels : le premier modèle associe les séquences 1-2-3 dans cet ordre strict. C'est le modèle des six actes qui ont lieu de 1882 à 1886. A partir de l'inauguration du monument Prim (1887), l'ordre des séquences varie (1-2-3, 1-3-2, 3-2-1) et s'enrichit d'éléments nouveaux (4 et 5-6). Jusqu'en 1908, ce modèle d'agencement reste le même. L'introduction par les cérémonies à Clavé (1888) de la double séquence 5-6 (musique, chorale et défilé) est intéressante : elle aboutit à un second

sur la découverte de l'objet inauguré tandis que le second porte son attention sur les discours, les chants et les défilés. D'un côté, un geste d'élection mettant en scène les autorités de mémoire ; de l'autre, des gestes participatifs mettant en valeur le public. Il serait vain de rattacher chacun de ces deux modèles à la chronologie : leur coexistence dans le temps tend à prouver que chaque disposition insiste sur l'une des deux dimensions sociales fondamentales de la cérémonie de mémoire : la représentation et la participation.

On peut tirer des conclusions analogues de l'étude des cortèges civiques qui conduisent les participants sur le lieu de la cérémonie. Là encore, onze catégories de participants sont aisément reconnaissables⁴³. Ces groupes sont en fait réductibles à deux ensembles : les groupes représentatifs de secteurs plus ou moins importants de la société (associations, autorités, promoteurs de mémoire, institutions) et les groupes liants qui font tampon entre les premiers (garde montée, garde municipale, orchestre municipal). On remarque alors que les cortèges ont une structure stable selon la succession :

Liants / Représentants / Liants / Représentants / Liants.

Toutefois, les deux séries de représentants ne se confondent pas : d'une part, on trouve les groupes susceptibles de déléguer la « société civile » ; de l'autre, les autorités municipales (et autres autorités). Dans le fond, le cortège civique du XIXe siècle repose sur l'opposition entre les associations/les commissions exécutives et les autorités municipales, comme l'avait révélé la mise en scène de la cérémonie d'inauguration. Ainsi, le cortège reflète parfaitement l'image que la société a d'elle-même : l'organisation du défilé reproduit fidèlement l'image d'une société constituée en corps dont l'initiative commémorative (les entités, les associations, les promoteurs de mémoire assemblés en commission exécutive) est finalement coiffée par la municipalité. Il est certain que les autorités municipales tirent de cet ordre apparemment immuable un surplus de légitimité politique en s'exposant aux yeux du monde en tant que corps souverain et populaire. En définitive, ce schéma de procession civique autorise le corps municipal à *parler au nom de* Barcelone tout en assurant à une mémoire particulière, celle du groupe commémorant, la légitimité du sceau politique.

L'illusion de la permanence est au cœur du dispositif du rite commémoratif. Il se pourrait que l'acte de mémoire cherche à échapper à

schéma qui associe plus volontiers les séquences 2-5-6 ; les séquences 1 et surtout 3 sont rejetées en ouverture de la cérémonie.

⁴³ Nous avons établi selon la méthode précédente les successions de 17 cortèges de 1882 (première pierre au monument Colomb) à 1924 (cortège du Día de la Raza). Le défilé se décompose en onze groupes d'acteurs :

1) garde montée. 2) entités, associations, sociétés diverses, éventuellement des couronnes (a). 3) chars (allégoriques, historiques, transport des couronnes, etc.) 4) délégations de corporations municipales (hors Barcelone) 5) garde municipale, porteurs de flambeaux (à pied) 6) commissions exécutives 7) municipalité de Barcelone 8) Orchestre municipal 9) autres officiels (députés nationaux et provinciaux, sénateurs, gouverneur général, autorités militaires et ecclésiastiques, corps consulaires, ambassadeurs.) 10) corps d'armée, milices (*somatén*), Volontaires des guerres coloniales. 11) fonctionnaires (employés de l'État, de la municipalité, etc.)

l'emprise du temps pour mieux dissimuler à ses propres yeux la nature de son geste d'ordre⁴⁴. Mais la commémoration n'est pas si étrangère que cela au désordre et au débordement passionnel qu'elle prétend contenir. Par bien des aspects, la réalité montre une cérémonie de mémoire qui incline vers la manifestation de rue et parfois même, l'émeute.

La transgression du rituel exprime une violence symbolique que la cérémonie peine parfois à retenir. Par ordre croissant d'intensité, on peut citer l'interruption du rituel par le cri séditieux, le contre-chant ou bien le bruit intempestif. La provocation qui vise à contester l'ordre symbolique de la cérémonie est souvent calculée : le déchaînement de violence à laquelle elle donne éventuellement lieu l'est moins. Si le contre-chant (dans les années 1880, *la Marseillaise* sur les paroles d'Anselm Clavé (1871) puis, au tournant du siècle, *Els Segadors*, l'hymne catalaniste) remporte la palme, le vandalisme demeure un geste limite du vocabulaire contestataire⁴⁵. L'iconoclasme statuaire tend d'ailleurs à disparaître à la fin des années 1870 pour ne ressurgir qu'exceptionnellement⁴⁶. Le vandalisme semble le geste le plus radical de contestation de l'ordre instauré par la mémoire, la mutilation étant interprétée comme une profanation insupportable qui ébranle jusqu'aux fondements de la société. La tentation de désordre symbolique qui la traverse aboutit à rejeter en marge le geste de colère réellement contestataire de l'ordre social.

En fin de compte, on peut considérer que le rite commémoratif de la fin du XIXe siècle cristallise les ressentiments comme un paratonnerre social. Par la sacralisation de ses gestes et de ses supports, il participe au renforcement de l'ordre social plus qu'à son renversement.

Recherche infructueuse d'une contre-société commémorative.

Cela explique pourquoi la culture ouvrière, si puissante à Barcelone, ne compte pas la cérémonie publique de mémoire au nombre de ses stratégies de contestation même si, par ailleurs, le souvenir occupe une place centrale dans la formation de la sociabilité ouvrière⁴⁷.

Il est difficile de mesurer la place des phénomènes de mémoire dans l'histoire du monde ouvrier en Catalogne. Les travaux de Santiago Albertí, de Joan B. Culla i Clarà n'abordent le thème qu'incidemment à travers les études du mouvement politique républicain⁴⁸. La culture républicaine est peuplée de

⁴⁴ La notion d'ordre est si intimement liée à la culture catalane de la fin du XIXe siècle qu'elle est considérée comme une vertu nationale : le *seny*, le sens de la mesure, est un trait de caractère typiquement catalan censé le différencier de la *rauxa* castillane.

⁴⁵ Sur ce point, nous rejoignons Dominique Poulot, *Musée, Nation, Patrimoine*, Paris, Gallimard, 1997, pp. 136-139

⁴⁶ Les cas les plus importants concernent l'effigie de Ferdinand VII en 1835 ou de celle de Ferdinand le Catholique en 1868.

⁴⁷ Angel Duarte, "La esperanza republicana", in Rafael Cruz, Manuel Pérez Ledesma (dir.), *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, Alianza Universidad, 1997, p.187 sq.

⁴⁸ Santiago Albertí, *El republicanisme català i la restauració monàrquica*, Barcelone, Albertí Editor, 1972 ; Joan B. Culla i Clarà, *El republicanisme lerrouxista a Catalunya (1901-1923)*, Barcelona, Curial, 1986 ; Angel Duarte, *El republicanisme català a la fi del segle XIX*, Barcelona,

tertulias, de conférences, d'hommages de toutes sortes, de "veillées nécrologiques", de banquets, etc.. C'est un monde qui ne manque pas de spectacles ; l'activité fébrile des centres républicains témoigne de cette culture de la fête, créant autour du parti une "structure ludique centrale" pour reprendre l'expression de Cullà : concerts, festivals, bals, feux d'artifice, théâtre etc.. En résumé, on s'accorde pour reconnaître au républicanisme barcelonais une organisation hors du commun dont l'objectif est de socialiser l'individu par et pour le parti de masse. Mais ces commémorations dépassent rarement les murs du *casino*, de la fraternité ou de *l'ateneu* : elles demeurent confinées dans les cercles étroits de la sociabilité républicaine, sans jamais conquérir l'espace public des statues, des cimetières et des plaques commémoratives. Fondamentalement, pour un républicain de la fin du XIXe siècle, occuper la rue, c'est toujours s'insurger⁴⁹.

Si la projection des commémorations républicaines échoue globalement, on pourrait croire que le culte à Clavé et le développement du chant choral offre le cas d'une participation ouvrière exceptionnelle au monde du souvenir. En effet, toute la rhétorique libéralo-provincialiste tend à faire croire à une adhésion populaire massive à l'hommage rendu à Anselm Clavé, ce que dément cruellement l'absence totale d'ouvriers dans les commissions préparatoires, l'échec de la souscription auprès des ouvriers et la quasi absence de délégations ouvrières à l'inauguration⁵⁰. Les innombrables concerts choraux et représentations de tout type n'ont jamais réussi à couvrir le coût du monument, beaucoup s'en faut. Sans l'intervention *in extremis* de la Municipalité et de la Députation, le monument n'aurait jamais vu le jour⁵¹. De fait, la figure de Clavé, loin de représenter le cas unique d'une contre-société commémorative, est pleinement revendiqué par la classe politique et de l'intelligentsia renaissante.

Les promoteurs de son culte sont parfaitement conscients de la valeur disciplinaire des multiples associations chorales auprès des masses ouvrières⁵². La commémoration, tout comme le concert, est une pratique sociale susceptible de contenir les forces destructrices qui la guettent. C'est pourquoi les commentaires insistent volontiers sur l'effet vertueux et moralisateur du chant : l'ouvrier est enfin détourné du vice et de la luxure, de

Eumo Editorial, 1987,

⁴⁹ Angel Duarte, "La esperanza republicana", in Rafael Cruz, Manuel Pérez Ledesma (dir.), *Cultura y movilización en la España contemporánea*, Madrid, Alianza Universidad, 1997, 386p, p.187 sq.

⁵⁰ AA, Exp1857, Reg 223, fol 153, 1883. Voir également AA, CMP, 13/09/1883, 06/11/1888 et 09/05/1889

⁵¹ Arxiu. Diputació, Exp 27, LI 1940. Demande de souscription soumise le 26 novembre 1886, refusée en janvier 1889.

⁵² Les hommes qui composent cette commission appartiennent au groupe des intellectuels renaissants : les dramaturges Conrat Roure, Angel Guimerà et Rosendo Arús, le romancier Narcís Oller, José Rodoreda, l'écrivain et collaborateur de *La Renaixença*, Joaquim Riera y Bertran. L'auteur de théâtre populaire Frederic Soler, - plus connu sous le pseudonyme de Pitarrà -, rejoint ensuite le groupe. La tonalité républicaine est forte : Arús, figure essentielle de la maçonnerie barcelonaise, est un ardent militant fédéraliste. Riera y Bertran est maire de Gérone et député républicain en 1873. Oller par contre, le Zola catalan, fait montre d'un libéralisme modéré et son catalanisme s'éloigne du progressisme de ses compagnons. De fait, le culte à Clavé tend à amoindrir la dimension politique du personnage.

l'abrutissement et de l'inculture⁵³. De plus, les chansons de Clavé sont des hymnes à la terre, les poésies *authentiques* de la patrie. L'idéalisation du monde champêtre a pour but de reconstruire un monde harmonieux, exempt de toute conflictualité sociale. L'accent exagérément ruraliste de la culture dominante exprime parfaitement la poursuite d'un Age d'or social. Tandis que Josep Termes note à cet égard combien les chansons de Clavé évoquent un monde absolument étranger aux réalités de la vie ouvrière urbaine, Joan-Lluís Marfany a montré comment les Choeurs de Clavé structuraient en fin de compte une communauté nationale à l'unisson des fantasmes de cohésion de ses classes supérieures⁵⁴.

Clavé est donc "l'agent civilisateur". Son culte n'est autre que l'expression d'une prise de conscience, de la part des élites politiques et culturelles catalanes, de l'urgence qu'il y a à imposer une discipline sociale aux classes subalternes. Là encore, la concordance de vues entre la classe politique et l'intelligentsia est au coeur du système renaissant, en tant qu'acte d'instauration d'une culture nationale.

Il faut tenter d'expliquer la dépendance des mémoires populaires vis-à-vis de la politique libéralo-provincialiste : les républicains ne comptent pas la commémoration au nombre des outils privilégiés de mobilisation populaire. Les anniversaires de la première République, les 11 février et 29 septembre, ne "prennent" pas solidement, moins en tout cas que ces innombrables manifestations privées qui sont le fondement de l'expérience républicaine. Cette difficulté à investir l'espace public urbain de manière ordonnée et régulière demeure au XXe siècle la principale caractéristique des mouvements de gauche, qu'ils soient acquis ou pas au nationalisme.

Les souvenirs des républicains parlent d'eux-mêmes : enracinée dans une culture forgée pour l'essentiel dans le milieu du XIXe siècle et au cours de la Première République, la mémoire républicaine a un passé dont elle vit et s'inspire. Sans jamais parler de tradition, - seule la valeur du progrès compte -, les républicains se reportent sans cesse aux faits et aux héros de leur geste particulière, et célèbrent jalousement les événements glorieux encore présents à la mémoire des participants. Les tenants du libéralo-provincialisme, eux, ne se réfèrent qu'à des traditions médiévales, des personnages lointains et des faits symboliques dont personne n'a plus le souvenir depuis longtemps. Certes, ils en appellent constamment à la résurrection d'un passé révolu mais ils construisent une culture qui choisit la modernité comme trait distinctif. En somme, le provincialisme n'a pas de passé mais des traditions inventées ; le républicanisme a un passé glorieux auquel il veut demeurer fidèle mais se trouve prisonnier de formes de mémoire figées.

Il y a là un paradoxe qui veut que le plus révolutionnaire soit également le plus passéiste. Joan-Lluís Marfany rappelle que les républicains refusent le modernisme émergeant des années 1890 et s'attachent à des formes de pensée et des valeurs périmées. En méprisant une grande partie de la

⁵³ Par exemple : *La Renaixença*, 25/11/1888, "Joseph Anselm Clavé", p. 7088-7091

⁵⁴ Joan-Lluís Marfany, *La cultura...*, *Op. Cit.*, pp. 307-321. Josep Termes i Teresa Abelló, "Estructura i vida social", in *Història de Barcelona*, *Op. Cit.*, vol 6, p.181.

modernité artistique, intellectuelle et sociale, ils sont incapables d'incarner les valeurs de modernité et de nouveauté. Leur attitude révèle une incompréhension totale de la part des couches subalternes des modes de vie et de la culture des classes dominantes. La culture républicaine demeure "une culture des années 80, tonitruante, antimoderne parce que c'est une culture plébéienne, une culture du menu peuple urbain héritée par les secteurs prolétariens et petits-bourgeois surgis de lui"⁵⁵.

En 1912, un éditorial du quotidien républicain *La Publicidad*, finit par s'étonner :

"Par une absurdité que l'on n'explique pas, par l'un de ces paradoxes étranges de la vie, ce sont en général les révolutionnaires qui célèbrent le plus d'anniversaires. Commémoration de la Commune, prise de la Bastille, Révolution de Septembre, proclamation de la République, expulsion des moines, Premier Mai, fusillades, soulèvements, révoltes. Tout un monde de souvenirs.

Que les traditionalistes vivent de souvenirs, ces gens qui ont sans cesse le regard tourné vers le passé, on le comprend ; mais on ne peut comprendre que veuillent vivre de souvenirs, en célébrant constamment anniversaires, centenaires, dates, faits et épopées, les hommes qui aspirent à une rénovation des choses et qui combattent pour détruire les droits acquis et les avantages consentis"⁵⁶.

La Publicidad a sans doute raison de conclure que "les anniversaires ne sont pas des dates propices aux révolutions" car "la célébration des anniversaires est culte de la tradition" tandis que "les révolutions sociales sont le pôle opposé à la tradition"⁵⁷.

Ainsi, la configuration de l'identité républicaine, décalque partiel de celle du monde ouvrier, emploie plus volontiers d'autres formes d'actions collectives : la manifestation, la grève. Si bien que la revendication des huit heures paraît plus structurante que le souvenir de la Première République⁵⁸. De sorte que le geste commémoratif de la fin du XIXe siècle n'est pas assimilable aux formes

⁵⁵Joan-Luís Marfany, *Ibid.*, p.52.

⁵⁶*PU*, 29/07/1912, "Aniversarios", p1 : "Por un absurdo que no se explica, por una de las raras paradojas de la vida, acostumbra a ser siempre los revolucionarios, los elementos acaudalados los que más aniversarios celebran. Conmemoraciones de la Commune, la toma de la Bastilla, la Revolución de Septiembre, la proclamación de la República, la expulsión de los frailes, el 1º de Mayo, fusilamientos, sublevaciones, motines. Todo un mundo de recuerdo. Que vivan de recuerdos los tradicionalistas, aquellos elementos que siempre tienen la vista fija en lo pasado, se comprende ; pero no se puede entender que quieran vivir de recuerdos, celebrando constantemente aniversarios, centenarios, fechas, hechos y epopeyas, los hombres que aspiran a una renovación de las cosas, y que combaten para destruir los derechos adquiridos y los abusos consentidos".

⁵⁷*PU*, *Ibid.*, "No son los aniversarios fechas propicias para las revoluciones. Un aniversario más que una esperanza es un recuerdo. Es como la vista de los muertos. La celebración de aniversarios es culto de tradición. Y las revoluciones sociales son el polo opuesto de lo tradicional".

⁵⁸ On pense évidemment aux cortèges du Premier Mai dont la fonction d'intégration n'est plus à démontrer. En Espagne, le Premier Mai a vite détrôné la fête nationale du lendemain, empêchant une fois encore l'identification des classes ouvrières à la nation. Jean-Louis Guereña a montré que le Premier Mai s'est construit contre le Dos de Mayo, comme le défi d'une affirmation de classe contre l'affirmation de la nation. Voir : Jean-Louis Guereña, "Del anti-Dos de Mayo al Primer de Mayo : aspectos del internacionalismo en el movimiento obrero español", *Estudios de Historia social*, 38-39, 1986, p91.

connues d'expression du mécontentement politique. C'est pourquoi aborder les politiques de mémoire par leurs marges en recherchant les traces d'une contre-société commémorative, c'est risquer de manquer leur portée principale en tant que geste de conformation d'un ordre symbolique de la société.

Conclusion

Au total, l'histoire de la politique de mémoire libéralo-provincialiste à Barcelone est celle du système social qui produit une mémoire collective. Le monument et la plaque de rue sont les traces concrètes de la mémoire, l'objectivation d'un discours. Le geste commémoratif est le processus social de cette matérialisation. La mémoire doit donc être entendue tout à la fois comme un discours *et* une pratique. L'histoire de cette pratique identitaire met en jeu la manière dont certains groupes sociaux s'approprient un discours d'autorité qui, par sa simple énonciation, fait exister la communauté nationale et la structure.

La commémoration est au milieu du XIXe siècle un champ d'activité encore peu structuré. Elle est principalement l'affaire d'un expert dont le profil se dégage lentement, à la croisée des champs économique, politique, artistique, intellectuel. L'autonomie du champ commémoratif est longue à s'instaurer : son institutionnalisation au sein de l'administration municipale marque au XXe siècle cette naissance. À l'extrême fin du siècle, la quantité des participants tend à l'emporter sur leur qualité sociale pour signifier l'importance de l'acte de mémoire. Pétitions, souscriptions, assistances aux cérémonies sont autant de facettes de cette nouvelle culture de la mobilisation sur laquelle se fonde, au XXe siècle, le nationalisme catalan. Cette continuité sociopolitique entre *Renaixença* et catalanisme est beaucoup plus remarquable que celle qu'on croit déceler dans les contenus entre la mémoire libéralo-provincialiste et la mémoire nationaliste.

L'hypothèse de ce travail est la suivante : à Barcelone, les politiques de mémoires tentent de réduire des contradictions internes que la société catalane est la seule à connaître en Espagne du fait de son industrialisation et des forces de dissolution de l'ancienne société. La ferveur du nationalisme espagnol professé par le groupe commémorant dans le dernier tiers du XIXe siècle (puis sa conversion aux raisons du nationalisme catalan au début du XXe siècle) reflète une exigence d'homogénéité sociale. Cette demande est d'autant plus forte que cette société souffre d'un écart structurel avec le reste de l'Espagne qui accroît l'incompréhension de ses problèmes spécifiques et, par conséquent, pousse à la recherche de solutions inédites. En somme, la mémoire est l'instrument inédit, créé vers 1860, qu'une partie de la société catalane aurait construit pour cimenter une société mouvante et contestataire qu'elle a tant de mal à dominer. Il est probable que la politique de mémoire libéralo-provincialiste aurait partiellement réalisé dans le champ symbolique ce que les élites catalanes étaient incapables d'imposer sur les terrains économique et social.